



l'entretien

« Dans les crises, c'est aux dirigeants nationaux qu'il revient d'agir et décider »

L'historien et philosophe Luuk van Middelaar publie un nouvel ouvrage, « Quand l'Europe improvise ». Conçue comme une fabrique de règles, l'Union, selon l'auteur, est mal préparée pour faire face aux dangers.

Après le « Passage à l'Europe », son premier livre où il avait mis en lumière le processus par lequel les Etats membres de l'UE développent une conscience commune, Luuk van Middelaar, historien et philosophe politique, et ancienne plume de Herman Van Rompuy au Conseil européen, publie *Quand l'Europe improvise*. Avec cette nouvelle livraison, traduction resserrée d'une première édition néerlandaise parue l'an passé, van Middelaar poursuit sa réflexion en commençant par revisiter dix ans de crises politiques européennes. Il en tire la démonstration que la « politique de la règle », qui a structuré la construction européenne par l'élaboration de normes, ne permet pas de faire face aux urgences. En période de crise, c'est la « politique de l'événement » qui prend le dessus : celle où ce sont les chefs d'Etat ou de gouvernement qui doivent passer à l'action, pour des raisons d'efficacité et de surtout de légitimité. Une « improvisation » que l'auteur est loin de juger aussi négativement que le titre du livre le laisse penser...

Vous faites la chronique de la crise de l'euro et des dettes, de la crise ukrainienne, de la crise migratoire, et du nouveau fossé transatlantique, dans lequel vous englobez la question du Brexit... Vous tentez à chaque fois de tirer les leçons de ces crises. C'est moins évident dans le cas de la crise ukrainienne : le seul enseignement que vous tirez est la prise de conscience par l'UE qu'elle est un acteur géopolitique...

Une prise de conscience, ce n'est pas rien ! Il y a eu un affrontement entre deux visions du monde, russe et européenne à propos de l'Ukraine. Nous voulions que ce pays intègre notre sphère économique et commerciale, considérant que ce serait bon pour tout le monde, même indirectement pour la Russie. Mais au Kremlin, ce fut perçu comme une avancée territoriale de l'Occident vers Moscou. L'Europe a dû reconnaître, en cessant de se voiler la face, qu'elle exerce du pouvoir. Et si nous ne voulons pas le voir, les autres le voient. C'était une affaire de guerre ou de paix, et ce fut la perte de l'innocence géo-

politique. La grande question pour l'avenir, c'est si l'Europe est capable de définir non pas uniquement ses valeurs, mais aussi ses intérêts, et de les défendre. Par rapport à la Russie comme par rapport aux Etats-Unis. L'enjeu de fond de l'affaire ukrainienne, ce fut d'ailleurs une émancipation des Etats-Unis.

En concluant le chapitre sur la crise atlantique, vous posez la question : pourquoi est-ce dans la double épreuve du Brexit et de l'élection de Trump que l'Europe s'est montrée plus convaincante et plus solidaire qu'avant ? Et vous risquez la réponse : c'est à cause de l'Allemagne...

Le Brexit a été un grand choc pour l'Allemagne, car la sortie du Royaume-Uni brise la conviction profonde que l'entreprise européenne est à sens unique : il ne pourra jamais y avoir que plus d'Etats membres, plus de compétences... Mais l'arrivée de Trump, c'est pire. Depuis 1949, les Allemands ont misé sur les Etats-Unis pour leur sécurité.



Luuk van Middelaar

Historien et philosophe politique, le Néerlandais Luuk van Middelaar a été le rédacteur de discours de Herman Van Rompuy lorsque ce dernier fut président du Conseil européen. Il enseigne aux universités de Leiden et Louvain-la-Neuve. Avant de signer « Quand l'Europe improvise » ([Gallimard](#)), il avait publié, en 2012, « Le passage à l'Europe : histoire d'un commencement » (chez Gallimard également).

Luuk van Middelaar pose une question essentielle : « L'Europe est-elle capable de définir non pas uniquement ses valeurs, mais aussi ses intérêts, et de les défendre ? »

© BELGA





Et pour se faire pardonner les crimes du nazisme, ils ont misé sur l'Europe. Cela a fonctionné pendant plus de 65 ans, jusqu'à ce que Trump déclare que cela ne l'intéresse plus tellement. C'est comme si on leur avait tiré le tapis sous les pieds. La phrase clé a été celle de Merkel : « Il faut prendre notre destin en main en tant qu'Européens. » Quel bonheur, qu'elle ait dit « nous, les Européens », et pas « nous, les Allemands » !

Il y a une crise à laquelle vous ne consacrez pas de chapitre, et pourtant elle est importante, pour certains même la plus grave...

... je sais, vous pensez à la crise des valeurs fondamentales et de l'Etat de droit. Elle est grave et vicieuse et met en cause l'image que veut projeter l'Europe d'un club de la démocratie. Mais cette crise-là n'est pas encore arrivée au stade des grands affrontements, du moment de vérité : celui où on posera peut-être la question de la présence de ces pays dans l'Union. Mais il y a à mon avis encore un autre fond à cette

crise. C'est la question territoriale : l'Europe aimerait voir coïncider l'espace des valeurs à son espace territorial. Amputée d'une partie, elle ne pourrait plus prétendre parler pour ce grand espace territorial, et plus largement encore pour la civilisation européenne

Quel est l'enseignement global que vous tirez de toutes ces crises ?

L'action politique dans ces moments de crise se déplace davantage vers les chefs d'Etat ou de gouvernement. Non pas parce qu'ils savent mieux que les experts, mais parce qu'ils ont la légitimité et une plus grande autorité pour convaincre leurs opinions publiques de digérer des décisions très désagréables. À Bruxelles, c'était mal perçu, car vu comme une prise de pouvoir par les capitales au détriment des institutions. Mais à mon sens ce n'était pas une question de personnes ou d'institutions, mais c'était la nécessité du moment. Les leaders ne doivent pas s'occuper de tout, et ils doivent le faire en bonne articulation avec les institutions,

dans ce que j'appelle la politique de l'événement, où on fait face à l'imprévu et l'urgence, ce sont les leaders nationaux qu'il faut mobiliser.

Vous aviez été critiqué pour avoir, dans le « Passage à l'Europe », plaidé en faveur du pouvoir des Etats membres, car « l'intergouvernemental » est considéré comme une entorse à la « méthode communautaire ». Ici, vous ancrez cette opinion dans les crises réelles. Vous assumez cette position ?

Oui, à deux importantes nuances près. La première, est que les chefs d'Etat ou de gouvernement ne doivent assumer la politique de l'événement qu'ensemble, et non séparément. La seconde, est que le président de la Commission européenne est aussi membre du Conseil européen. Et les décisions de celui-ci doivent être nourries et s'articuler avec les propositions et l'action de la Commission. Conseil et Commission sont les deux bouts du pouvoir exécutif de l'UE. Cela a relativement bien fonctionné dans la crise de l'euro, mais nettement moins



bien dans la crise des réfugiés. La Commission assure la continuité, en lien avec le Parlement, et c'est une machine à idées formidable. Mais dans les situations de crise et de drame, elle ne peut pas porter les décisions les plus lourdes devant les opinions publiques. Elle a besoin du Conseil européen comme autorité suprême.

Mais quelle est la solution pour éviter ce phénomène que vous citez d'après Peter Mair : « Tant qu'il ne sera pas possible d'organiser une opposition au sein de l'Union, celle-là s'organisera à l'extérieur de celle-ci » ?

Il faut dépasser le clivage entre les pro et les anti-Européens. Le Parlement européen peut jouer un rôle important puisque c'est l'arène politique où se tient un débat public hors des comités d'experts. Exemple : le vote en septembre sur l'ouverture d'une procédure d'Etat de droit envers la Hongrie : chaque eurodéputé a dû se prononcer et on a pu voir qui soutient qui. Mais le Parlement ne peut supporter seul tout le débat démocratique. Car là s'expriment des clivages

qui sont avant tout partisans, entre gauche et droite, progressistes et nationalistes, etc. Mais en Europe, les différends entre Etats sont au moins aussi importants : il faut leur donner de la visibilité aussi. Tsipras et Varoufakis dans la crise grecque de 2015, puis Orban dans la crise des réfugiés, les uns à gauche et l'autre à droite, ont fait de l'opposition polémique, en tentant de changer le discours avec un message pour l'Europe. C'étaient des tentatives de briser la pensée unique bruxelloise. ■

**Propos recueillis par
JUREK KUCZKIEWICZ**

Luuk van Middelaar sera à Bozar le 15 novembre à 18h30 : « Quand l'Europe improvise » avec le philosophe politique Marcel Gauchet et la journaliste Florence Autret.



**Quand l'Europe
improvise**
LUUK VAN MIDDELAAR
Gallimard
416 pages, 24 €